

**Convention collective départementale**

IDCC : 2266. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,  
MÉCANIQUES ÉLECTRIQUES,  
CONNEXES ET SIMILAIRES DE LA MAYENNE  
(11 janvier 1993)**

*(Bulletin officiel n° 2002-6 bis)*

*(Etendue par arrêté du 14 juin 2004,  
Journal officiel du 23 juin 2004)*

---

**AVENANT DU 24 JANVIER 2005  
RELATIF À DES MODIFICATIONS DE LA CONVENTION**

NOR : ASET0550776M

IDCC : 2266

---

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie de la Mayenne,

D'une part, et

La CFTC ;

La CFDT ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

Il a été convenu d'apporter les modifications suivantes à la convention collective de la métallurgie de la Mayenne du 11 janvier 1993.

**Article 1<sup>er</sup>**

Le 3<sup>e</sup> paragraphe de l'article 3 « Durée dénonciation » de la convention collective est ainsi rédigé :

« La convention ainsi reconduite pourra être dénoncée à toute époque, avec un préavis de 3 mois, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à chacune des organisations signataires ou adhérentes. »

## **Article 2**

Le 7<sup>e</sup> alinéa de l'article 5 « Différents collectifs. – Conciliation » de la convention collective est ainsi rédigé :

« Dans le cas de conflits nés de l'application de la présente convention, les parties signataires s'engagent à rechercher toute solution au litige et ne pas aggraver les relations existantes entre elles avant la fin de la procédure de conciliation. »

## **Article 3**

Au paragraphe 2 de l'article 8 « Droit syndical » de la convention collective :

Les termes « de plus de 1000 salariés » sont remplacés par les termes « d'au moins 1000 salariés ».

## **Article 4**

Le paragraphe 1 de l'article 22 « Apprentissage » de la convention collective est ainsi rédigé :

« 1. Les conditions de l'apprentissage, notamment ses modalités d'organisation et de fonctionnement, ainsi que le régime juridique des apprentis sont définis par :

- les articles L. 115-1 et suivants du code du travail ;
- les articles R. 115-1 et suivants du code du travail ;
- les articles D. 117-1 et suivants du code du travail. »

## **Article 5**

Au paragraphe 3 de l'article 28 « Travail temporaire » de la convention collective, il est supprimé les termes « et des étrangers ».

## **Article 6**

L'article A 4. « Embauche » de l'avenant A de la convention collective est ainsi rédigé :

« 1. Tout engagement sera confirmé au plus tard au terme de la période d'essai par une lettre stipulant :

- l'emploi, le niveau et l'échelon dans la classification ;
- la rémunération minimale garantie dudit emploi (base durée légale de travail) ;
- la rémunération réelle ;
- le, ou les lieux où cet emploi doit être exercé.

2. Toute modification de caractère individuel apportée à un des éléments ci-dessus fera préalablement l'objet d'une notification écrite. »

## **Article 7**

Le 2<sup>e</sup> paragraphe de l'article A 6 « le changement de résidence » de l'avenant A de la convention collective est supprimé.

## **Article 8**

Les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> paragraphes de l'article A 15 « Paiement au mois. – Salaires réels » de l'avenant A de la convention collective sont respectivement rédigés comme suit :

« 2. La rémunération mensuelle correspondra à la durée légale de travail mensualisée en multipliant la durée hebdomadaire de travail par 52/12. En cas de rémunération variable, celle-ci résultera de la formule appliquée dans l'établissement au rendement ou à la tâche, y compris les diverses primes et majorations. »

« 4. La rémunération est adaptée à l'horaire réel ; au-dessus de la durée légale de travail, les majorations afférentes à ces heures sont calculées conformément aux dispositions légales et conventionnelles, à moins que l'intéressé ne soit rémunéré par un forfait mensuel incluant ces majorations. »

## **Article 9**

A l'article A 27 « Indemnisation des absences pour maladie ou accident » de l'avenant A à la convention collective, il est ajouté un 13<sup>e</sup> alinéa interprétatif ainsi rédigé :

« Sans préjudice des dispositions plus favorables résultant d'un accord d'entreprise, ces indemnités ou prestations sont retenues pour leur montant précompte des contributions sociales et impositions de toute nature, applicables, le cas échéant, sur lesdites indemnités ou prestations et mises à la charge du salarié par la loi. »

## **Article 10**

A l'article A 28 « Congé maternité » de l'avenant A de la convention collective, il est ajouté un 6<sup>e</sup> alinéa interprétatif ainsi rédigé :

« Sans préjudice des dispositions plus favorables résultant d'un accord d'entreprise, ces indemnités ou prestations sont retenues pour leur montant précompte des contributions sociales et impositions de toute nature, applicables, le cas échéant, sur lesdites indemnités ou prestations et mises à la charge du salarié par la loi. »

## **Article 11**

L'article A 29 « Service national » de l'avenant A de la convention collective est ainsi rédigé :

« 1. Le cas des Absences occasionnées par l'accomplissement du service national ou des périodes militaires, ou par appel, un rappel ou un maintien, sous les drapeaux, est réglé selon les dispositions légales.

2. En ce qui concerne toutefois les jeunes salariés, le départ au service national ne constitue pas en lui-même une cause de rupture du contrat de travail. Ce contrat est suspendu pendant la durée légale du service national telle qu'elle est fixée par la loi sur le recrutement.

3. Le bénéfice des dispositions ci-dessus ne pourra être invoqué par l'intéressé qui n'aura pas prévenu son employeur de son intention de reprendre son poste lorsqu'il connaîtra la date de sa libération et, au plus tard, dans le

mois suivant celle-ci. Si le bénéficiaire de la suspension du contrat de travail ne peut être réintégré dans le mois suivant la réception de la lettre par laquelle il a fait connaître son intention de reprendre son emploi ; il percevra l'indemnité de préavis et, le cas échéant, l'indemnité de congédiement.

4. Pendant la durée du service, l'employeur gardera la faculté de licencier les bénéficiaires de ces dispositions en cas de licenciement collectif ou de suppression d'emploi affectant la catégorie à laquelle appartiennent les intéressés. Il devra, dans ce cas, payer l'indemnité de préavis, et, le cas échéant, l'indemnité de congédiement.

5. Le salarié qui effectue une période d'exercice militaire n'a droit à aucune rémunération pour la durée de son absence. Toutefois, à l'issue d'une période obligatoire d'exercice et non provoquée par l'intéressé, celui-ci recevra de son employeur une indemnisation complémentaire des allocations de l'administration prévues en cas de perte totale de rémunération. Cette indemnisation complémentaire, qui sera due au vu de la justification du paiement de l'administration, ne pourra avoir pour effet de porter le total des sommes ou allocations perçues à un montant supérieur à celui de la rémunération que l'intéressé aurait gagnée s'il avait continué de travailler selon l'horaire pratiqué dans l'entreprise pendant la durée de son absence, sous réserve que cette dernière n'ait pas entraîné une augmentation de l'horaire du personnel resté au travail. »

## **Article 12**

Le 2<sup>e</sup> paragraphe de l'article A 30 « Absences » de l'avenant A de la convention collective est ainsi rédigé :

« Il sera accordé, aux salariés, sur présentation d'un certificat médical, un congé non payé pour soigner un enfant malade dans les conditions de l'article L. 122-28-8 du code du travail. »

## **Article 13**

Le deuxième paragraphe de l'article B 3 « Engagement » de l'avenant B de la convention collective est ainsi rédigé :

« Tout engagement sera confirmé par lettre stipulant :

- éventuellement la période d'essai ;
- l'emploi dans la classification et le coefficient hiérarchique ;
- la ressource garantie dudit emploi (base durée légale de travail) ;
- les appointements réels ;
- éventuellement l'énumération des avantages en nature ;
- les éléments constitutifs de l'organisation du travail ;
- le lieu ou l'emploi sera exercé ;
- la convention collective applicable. »

## **Article 14**

### *Publicité de l'accord*

Le présent avenant est établi en vertu des articles L. 132-1 et suivants du code du travail. Il est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Laval, le 24 janvier 2005.

(Suivent les signatures.)